L'Ouest de la France, terre atypique d'immigrations

Janine Ponty

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1503>

DOI : 10.4000/abpo.1503

ISBN : 978-2-7535-1488-1

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2002

Pagination : 11-22

ISBN : 978-2-86847-794-1

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Janine Ponty, « L'Ouest de la France, terre atypique d'immigrations », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 109-4 | 2002, mis en ligne le 20 décembre 2004, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1503> ; DOI : 10.4000/abpo.1503

L'Ouest de la France, terre atypique d'immigrations

Janine PONTY

Professeur émérite, université de Franche-Comté
Laboratoire des Sciences historiques – Besançon

Depuis plus de vingt ans, des chercheurs s'intéressent à l'histoire de l'immigration en France. Et ce que l'on pouvait en dire à ses débuts (« Une histoire en friche ») n'a plus raison d'être. Pour preuve, la série importante de thèses qui lui ont été consacrées, suivies de publications¹, de thèses soutenues non encore publiées et de thèses en cours. Pour preuve également, et grâce au matériau scientifique ainsi accumulé, la sortie en librairie des premiers ouvrages de synthèse². Le sujet a suscité plusieurs colloques³, des débats, des expositions⁴ et des films documentaires⁵.

Lorsqu'existent déjà nombre de travaux réalisés, l'on se positionne nécessairement par rapport à eux. Lorsque d'autres régions ont fait l'objet d'analyses, il paraît normal de se confronter aux résultats obtenus ailleurs pour situer celle qui devient notre objet d'observation. Si, dans l'in-

1. Gérard NOIRIEL (1984), Ralph SCHOR (1985), Nancy GREEN (1985), Janine PONTY (1988), Benjamin STORA (1992), Geneviève DREYFUS-ARMAND (1999), Marie-Claude BLANC-CHALEARD (2000), Philippe RYGIEL (2001), sans oublier le rôle pionnier de Pierre MILZA et d'Émile TEMIME. En tant que juristes et politologues, Jacqueline COSTA-LASCoux, Danièle LOCHAK, Catherine WIHTOL DE WENDEN, Patrick WEIL apportèrent chacun une pierre à l'édifice, ainsi que les sociologues Abdelmalek SAYAD, Maryse TRIPIER, Marc BERNARDOT.

2. SCHOR, Ralph, *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIX^e siècle à nos jours*, Armand Colin, 1996; TEMIME, Émile, *France, terre d'immigration*, Paris, Gallimard, 1999; BLANC-CHALEARD, Marie-Claude, *Histoire de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2001.

3. Parmi eux, *De l'exil à la résistance*, IHTP-Université Paris VIII, 1986; *Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, IHTP-CNRS, 1991; *Police et Migrants*, Université d'Orléans, 1999; *Lorraine, terre d'accueil et de brassage des populations*, Universités de Nancy et Metz, 2000; *Les étrangers dans l'Ouest de la France XVIII^e-XX^e siècle*, Université d'Angers, Cholet, 2002.

4. *Toute la France. Histoire de l'immigration en France au XX^e siècle*, BDIC-Musée des Invalides, 1998, Catalogue sous le même titre, 1998, Somogy, 285 p.

5. Après la série « Racines » (1988-1989), *La France et ses étrangers* de Patrick WEIL et Alain WIEDER (1993), *Un siècle d'immigration en France* de Mehdi LALLAOUI (en trois volets, 1996-1997), *D'où viennent les Français* (2002) ont été présentés et souvent rediffusés sur diverses chaînes de télévision. Le film *Mémoires d'immigrés* de Yamina BENGUIGUI (1998) sortit en salles.

titulé de ma communication, j'ai introduit l'expression de « terre atypique », c'était par opposition à telle terre « typique » sur laquelle j'ai eu, auparavant, l'occasion de travailler. Pendant les sept années de mon enseignement à Besançon, je fis réaliser des mémoires de maîtrise et de DEA concernant l'immigration dans la région. Au terme de ces enquêtes, il apparaît que la Franche-Comté ne se distingue pas fondamentalement des conclusions obtenues à l'échelle nationale : même ancienneté de la présence étrangère, même pourcentage d'étrangers lors des recensements successifs de la population, même classement des nationalités, à la seule exception des Suisses sur-représentés dans le Doubs frontalier⁶.

Observant l'Ouest de la France, nous constatons l'inverse. Et le cas paraît finalement plus intéressant à explorer dans la mesure où il se distingue de la norme. Ici, tout contribue à créer une situation originale. L'Ouest, loin des frontières terrestres, n'accueille ni saisonniers, ni guère d'immigration de voisinage à l'exception de quelques Britanniques ou Irlandais. La région reste hors des grands bassins d'industries qui drainèrent une main-d'œuvre extérieure. Aucune des principales métropoles urbaines (Paris, Marseille, Lyon, Toulouse, Bordeaux) n'appartient au Grand Ouest. Enfin, l'ensemble se caractérise par une forte ruralité et une forte natalité, soit des réserves où puiser les bras nécessaires : l'exode rural l'emporta longtemps sur l'immigration étrangère.

Les statistiques départementales, sur lesquelles on s'appuie trop souvent, contribuent à fausser la perception du phénomène, car elles sont inopérantes à rendre compte de la réalité. Si la mode est passée de « départementaliser l'histoire de France » (thèses portant sur tel département sous le Second Empire, tel autre sous la III^e République), le mal continue de sévir en matière démographique, sans doute pour des raisons de facilité, car la Statistique générale de la France, puis l'INSEE, fournissent par département les résultats des recensements. Même dans les zones à forte présence étrangère, la moyenne départementale peut s'avérer trompeuse, si un sous-ensemble industriel se juxtapose à des territoires quasiment privés d'étrangers. C'est le cas des Ardennes, comme l'a montré Claudine Pierre : d'un côté, la vallée de la Meuse industrialisée, de l'autre les plateaux agricoles, là de nombreux étrangers, ici, à peine⁷. Appliquées à l'Ouest de la France, les statistiques fournies par département – et pour la période postérieure à 1960, par régions – laissent l'impression d'un grand vide : l'affiche du colloque avec sa carte de la population active étrangère en 1936 l'illustre parfaitement. Et cela reste aussi vrai à la fin du siècle (carte 1). À aucun moment depuis 1851, année où pour la première fois le recensement quinquennal procéda à un décompte de la présence étrangère, nul

6. PONTY, Janine, « La Franche-Comté, terre d'immigrations au XX^e siècle », *Mémoires de la Société d'Émulation du Doubs*, 1996, p. 83-94.

7. PIERRE, Claudine, *Histoire de l'immigration et des étrangers dans les Ardennes des années de reconstruction aux années de crise (1919-1939)*, thèse d'Histoire, Université de Reims-Champagne-Ardenne, 1996, 1251 p.

département de l'Ouest n'a atteint, même de loin, la moyenne nationale. En outre les recensements, qui fournissent une photographie, un instantané sur le « stock » présent à une date précise, n'indiquent rien sur les flux dans l'entre-deux.

**Carte 1 – Proportion d'étrangers
dans la population en 1982 (INSEE, 1984)**

Ainsi apparaissent les angles sous lesquels nous aborderons le sujet : d'une part mettre en évidence les mini-concentrations étrangères, de l'autre relever les présences qui ne furent jamais recensées, car trop éphémères.

L'Ouest compte nombre d'isolats industriels

Ceux-ci employèrent des étrangers dès avant la Grande Guerre, encore davantage au ^{xx}e siècle. Donnons-en quelques exemples empruntés à des travaux récents, sans empiéter sur les exposés prévus dans ce colloque et qui viendront confirmer la tendance.

Avant 1914, les Espagnols occupaient le quatrième rang au classement par nationalité des étrangers en France (derrière les Belges, les Italiens et les ressortissants allemands). Ils participaient surtout aux travaux agricoles dans le sud-ouest, dépassant en nombre les autres étrangers dans une vingtaine de départements, de la Gironde aux Basses-Pyrénées (comme on

disait alors) et de la Creuse à l'Hérault. Or, par un mouvement lent étalé sur tout le XIX^e siècle, certains d'entre eux remontèrent plus au nord, comme par osmose. Il s'en trouva en Charente-Inférieure, Charente, Vendée, Loire-Inférieure et jusque dans l'Orne. Ceux-là ne travaillaient plus aux champs mais comme main-d'œuvre industrielle dans les chantiers navals de Saint-Nazaire ou les mines de fer de Basse-Normandie. Tant et si bien que, là aussi, ils finirent par constituer le principal groupe étranger à l'échelon départemental. Ainsi en Loire-Inférieure aux recensements de 1906 et de 1911 et dans l'Orne à celui de 1911⁸ (carte 2). Encore davantage à l'échelle locale.

Carte 2 – Les Espagnols en France aux recensements de 1901, 1906 et 1911, (Source : J.-M. Delaunay, op. cit., p. 1088)

Pendant l'entre-deux-guerres, l'Ouest embaucha des Polonais, certes moins que le Nord-Pas-de-Calais, la Lorraine ou le bassin de la Loire, mais pour les mêmes raisons, soit le besoin impératif de main-d'œuvre tant pour

8. DELAUNAY, Jean-Marc, *Méfiance cordiale. Les relations franco-espagnoles au début du XX^e siècle (1899-1914)*, thèse de doctorat d'État, Université Paris I, 1999, p. 1058-1135.

l'extraction minière que l'industrie métallurgique. Citons Potigny, Mondeville, Colombelles dans le Calvados (mines de fer et sidérurgie), Couëron dans l'estuaire de la Loire (Forges de Basse-Indre-J.J. Carnaud) et Faymoreau en Vendée (mines de charbon)⁹. En 1931, Potigny faisait partie des 24 communes françaises comptant plus d'habitants polonais que de Français¹⁰. Comment l'expliquer ? Il n'existait pas de liens préalables entre la Normandie et la Pologne et, avant leur départ, les Polonais ignoraient jusqu'au nom de Potigny. Mais dans un pays où sévissaient surpeuplement des campagnes, familles nombreuses, lopins de terre minuscules et où une réorganisation générale s'imposait à l'État tout juste reconstitué après 135 ans de « partages », la France mit en place un recrutement collectif, impulsé par le Comité central des Houillères (1919) puis par la Société générale d'Immigration (1924), avec l'aval des deux gouvernements. Des agents français représentant les entreprises, en premier lieu le secteur minier et l'agriculture, allaient recruter sur place de pauvres gens, prêts à tout emploi, à tout départ lointain, sans connaissance ni du métier de mineur, ni de l'espace français, encore moins de la langue française. Ils signaient un contrat de travail d'un an, grimpaient dans un train et, par convois entiers, arrivaient en trois jours à Toul où on les répartissait à travers la France en fonction des demandes des employeurs. Arrivés une semaine avant ou une semaine plus tard, ils auraient été dirigés ailleurs qu'en Normandie ou en Vendée. Certains repartirent vite, soit n'honorant même pas leur contrat, soit au bout d'un an allant rejoindre dans le Nord un membre de leur famille. D'autres au contraire firent venir épouse et enfants, s'enracinèrent. Des monitrices scolaires donnèrent des cours de polonais en complément de l'enseignement primaire français, les adultes se groupèrent en associations, principalement catholiques. La langue polonaise parlée en Normandie évolua, se teinta de gallicismes, mais n'a pas complètement disparu, même à l'heure actuelle¹¹.

L'Ouest, terre d'exil

Depuis la Révolution, la France s'enorgueillit de donner asile à tout étranger persécuté pour cause politique ou religieuse. Néanmoins, dès que la pression devient forte, les autorités s'inquiètent.

Il en fut ainsi à l'aube de la Monarchie de Juillet. Des Italiens carbonaristes ou risorgimentistes, des Espagnols carlistes et des insurgés varso-

9. PONTY, Janine, *Polonais méconnus*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1988 (rééd. 1990), 474 p.

10. POTTIER, Marc, « Les étrangers en Basse-Normandie dans le premier vingtième siècle, une mémoire oubliée », *Migrations*, n° 13, 1997, p. 2-11 ; HOPQUIN, Jean, *La communauté polonaise de Potigny, 1920-1940*, mémoire de maîtrise, Université de Caen, 1984, 153 p.

11. MASIEWICZ, Anna, *La langue des communautés d'origine polonaise dans le département du Calvados*, Wrocław-Varsovie, Ossolineum, 1988, 193 p. (en polonais) ; PONTY, Janine et MASIEWICZ, Anna, « Le polonais. Immigré depuis trois générations », *Vingt-cinq communautés linguistiques de la France*, Paris, L'Harmattan, 1988, tome 2, p. 263-282.

viens vaincus franchirent la frontière. Leur effectif restait modeste. Les évaluations tournent autour de 5000 au total en 1831, 7000 en 1833 et 30000 en 1840 à la fin de la première guerre carliste ; de 1841 à 1848, compte tenu des retours, le chiffre se serait stabilisé vers 15000. Mais comparé à la période précédente, cela parut énorme. Ces hommes démunis demandaient à être secourus et, tant Berlin que Saint-Petersbourg exerçaient de discrètes pressions pour éviter que la France ne devienne la base arrière d'actions subversives. En 1831, on les avait installés dans des casernes, comme celle de Besançon affectée aux militaires polonais. L'année suivante, changement de cap. La loi du 21 avril 1832 leur imposa de se tenir éloignés des grandes villes et des zones proches de leur pays d'origine. D'où un chassé-croisé impressionnant. Les Italiens furent dirigés vers le Massif central, l'Yonne et jusqu'au Morbihan, les Espagnols en Corrèze, Vienne, Loir-et-Cher ou Maine-et-Loire. Quant aux Polonais, les plus nombreux, ils se virent assigner résidence des Landes au Calvados. Le ministère des Affaires étrangères, à la date du 1^{er} décembre 1833, établit une statistique approximative, département par département : sans conteste, l'Ouest occupait une large place¹².

Un siècle plus tard, le même phénomène s'est reproduit. À partir de 1933, à l'immigration souhaitée, succéda une immigration subie, autrement dit, après le recrutement volontaire de main-d'œuvre, l'arrivée de réfugiés fuyant l'Allemagne nazie, l'Espagne en guerre, ou l'Autriche après l'*Anschluss*. Deux cartes mettent en évidence la volonté gouvernementale de les tenir éloignés de leur frontière : celle construite par Ralph Schor pour les réfugiés sarrois en 1935, après le plébiscite qui consacra le rattachement de la Sarre au Reich¹³ et celle que j'ai élaborée à partir de chiffres du ministère de l'Intérieur pour les réfugiés basques espagnols au début de la Guerre civile¹⁴. Après un hébergement de courte durée en Alsace-Moselle, les Sarrois antinazis, pourtant francophiles, furent envoyés soit en Aquitaine-Pyrénées, soit dans l'Ouest (Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Vendée), le plus loin possible de la frontière allemande (carte 3). Deux ans plus tard, en mai 1937, débarquaient brusquement à Bayonne et autres ports atlantiques, des Espagnols, principalement femmes et enfants, fuyant les provinces basques prises par les troupes nationalistes du général Franco. Les consignes données furent alors plus nuancées car certaines des réfugiées, sitôt parvenues sur le territoire français, déclaraient vouloir retourner pour tenter de rejoindre leur mari, enrôlé dans les rangs républicains. L'éloignement systématique de la frontière aurait nui aux projets de rapatriement. Le ministre de l'Intérieur insista sur ce point : leur séjour chez nous devait être provisoire. On souhaitait les voir repartir par les

12. MONDONICO-TORRI, Cécile, *L'asile sous la monarchie de Juillet. Les réfugiés en France de 1830 à 1848*, thèse d'Histoire, EHESS, 1995, tome 2, p. 28-31.

13. SCHOR, Ralph, *L'opinion française et les étrangers en France, 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985, p. 628.

14. Instruction générale sur l'hébergement des réfugiés espagnols (mai 1937), Arch. dép. du Jura, Mp 197.

Carte 3 – L'accueil des réfugiés sarrois en 1935,

(Source : R. Schor, op. cit., p. 628)

mêmes ports qui les avaient vus arriver. Quant à celles qui demandaient à rester, on les dirigea vers l'intérieur entre Garonne et Loire, voire plus au nord jusqu'en Bretagne (carte 4). Lors de la deuxième vague, la grande *Retirada* de janvier-février 1939, si les soldats républicains furent désarmés et parqués sur les plages du Roussillon, leurs épouses, leurs enfants, séparés d'eux mais laissés libres, gagnèrent à leur tour les centres d'hébergement du centre et de l'ouest de la France.

Ces flux de réfugiés sont indécélables pour qui ne consulte que les résultats des recensements quinquennaux. En 1935, les Sarrois n'étaient que quelques milliers, et un an plus tard, déçus par l'accueil, encore moins nombreux. Quant à l'exil espagnol, il débuta postérieurement au recensement de mars 1936. Dans les deux cas, la consultation des archives départementales permet de sauver de l'oubli des noyaux d'exilés : la correspondance entre les préfets et les maires des communes chargés d'accueillir et

Carte 4 – L'accueil des réfugiés basques espagnols en 1937,
(Source : Arch. dép. du Jura, Mp 197)

de loger les réfugiés en dit long sur la pratique humanitaire au quotidien. Fort majoritairement, les élus municipaux se récusait, sous les prétextes les plus divers : manque de place, locaux insalubres, crainte de déprédations, hostilité réelle ou supposée de la population.

L'impact des conflits armés

En temps de guerre, l'étranger devient vite un suspect, surtout s'il appartient à l'État belligérant ennemi. Seules échappent à la vindicte dominante les familles de ceux qui ont contracté un engagement volontaire et rejoint la Légion. Encore faut-il compter parmi les siens un homme jeune, apte à porter les armes. Encore faut-il aussi qu'il accepte la rude discipline imposée au légionnaire. Encore faut-il, enfin, que l'armée française incorpore réellement ceux qui se sont porté candidats.

Le 1^{er} août 1914, les autorités civiles et militaires ordonnèrent aux étrangers de quitter Paris sous 24 heures. Un délai trop bref, vu l'impossibilité de monter dans les trains, réquisitionnés en priorité pour les transports de troupes. Le 3 août, invités à se présenter dans les commissariats de police, les ressortissants allemands et austro-hongrois furent évacués d'office dans la direction opposée à celle où allaient se dérouler les combats. Prenons un cas, mieux connu que les autres car l'homme prit ensuite la plume pour consigner son aventure.

Aladar Kuncz, jeune professeur hongrois, enseigne le français à Budapest. Il a résidé un an en France et chaque été y revient pour parfaire ses connaissances linguistiques et littéraires (« Je m'intéressais à Verlaine, Mallarmé, Maurras, Baudelaire »). L'été 1914, ses vacances le mènent en Bretagne. Sitôt connue la nouvelle de la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie, il rentre à Paris, pressé de retourner chez lui. Mais bloqué, faute de la moindre place dans les trains en partance pour la Suisse, il se présente au commissariat de police le plus proche de son hôtel, conformément aux ordres. Le 15 août, un convoi ferroviaire formé de Hongrois, de Tchèques et de Polonais l'emmène à Périgueux, puis à l'île de Noirmoutier, forteresse cernée par l'océan où il va passer deux ans (et les deux années suivantes à l'île d'Yeu) en « camp de concentration » selon la terminologie administrative en vigueur :

« Noirmoutier, nous étions arrivés à Noirmoutier [...]. Nous fûmes reçus par un officier de marine : "Ici, vous serez en sûreté. Ne vous leurrez pas. Résignez-vous à votre sort. La guerre continuera encore longtemps ; six mois peut-être. D'ici, vous ne pouvez vous évader. Ainsi, restez tranquilles et attendez que l'orage passe." Chacun de ces mots était comme un clou enfoncé dans notre cercueil [...]. La citadelle était absolument démunie de tout. L'eau devait être apportée du dehors. Nous n'avions qu'un seul cabinet, un trou percé dans la pierre ; cela devait servir pour deux cent quarante hommes ; encore était-ce à dix bonnes minutes de marche du donjon [...]. Les internés durent creuser là une longue fosse ; on jeta deux planches en travers du trou. Et dès lors, qu'il plût, qu'il ventât, qu'il neigeât, hiver comme été, de jour et de nuit, ce fut notre lieu de pèlerinage¹⁵. »

Les camps d'internement pour « ressortissants ennemis » devaient se trouver le plus loin possible du front. De ce point de vue, l'Ouest constituait la localisation idéale. On en ouvrit aux Sables-d'Olonne, à Luçon, à Fontenay-le-Comte... avec une prédilection pour les îles de l'Atlantique munies de vieux forts désaffectés d'où il était vain d'espérer s'enfuir. Des dizaines de milliers d'internés civils y séjournèrent jusqu'en 1915. Leur nombre diminua ensuite grâce aux mesures prises en faveur des minorités nationales. Tchèques et Polonais furent libérés, mais non pas les Hongrois, non assimilés à une minorité nationale. Ni bien sûr les Autrichiens et les Allemands.

15. KUNCZ, Aladar, *Le monastère noir*, adapté du hongrois par L. Gara et M. Piermont, préface de Jacques de Lacretelle, de l'Académie française, Paris, Gallimard NRF, 1937, p. 47-49, 52-53.

Si tous les civils « ennemis » n'eurent pas à subir d'internement, tous furent dirigés de Paris vers les départements de l'Ouest. Gustave Hervé note le 9 août 1914 dans son journal *La Guerre sociale* :

« Voici des jeunes filles, des Autrichiennes, gracieuses comme nos Parisiennes. Elles sont étudiantes à la Sorbonne. L'une d'elles n'a pas vingt ans. "On va nous expulser, nous ne savons pas où, dans une ville où nous ne connaissons personne." Le gouvernement [...] ne va-t-il pas, par affiches, faire savoir aux populations de l'Ouest qui vont recevoir nos hôtes étrangers, que beaucoup sont des amis de notre pays et qu'il les confie à leur garde¹⁶? »

Revenant sur ce thème le 12 août, il précise certains des lieux de destination de ceux qui s'adressent à lui pour demander de l'aide :

« Reléguée à Saumur depuis le 10 août, par exemple, Mme Casimira Rubach, domiciliée à Paris, rue Monge, 25, née à Jacklorovo (Pologne annexée par la Prusse) dont la famille a subi toutes sortes de persécutions pour avoir lutté contre la domination prussienne dans la province de Posen [...] Reléguée le même jour à Saumur M^{me} Alyas, Française d'origine, domiciliée 7, rue Gay-Lussac, expulsée avec ses deux gosses (10 mois et 2 ans), bien que son père ait la médaille de 70, bien que ses deux frères, Français comme elle, soient à la frontière. Ça lui apprendra à épouser un Allemand [...] ¹⁷. »

Si l'administration ouvrit aussi des camps près de la Méditerranée, pour les suspects d'intelligence avec l'ennemi résidant dans le sud de la France¹⁸, il n'empêche que la majorité des étrangers ressortissants allemands ou austro-hongrois habitaient alors Paris et que ceux-là furent dirigés vers le Grand Ouest.

La même situation se reproduisit en 1939. Dès la déclaration de guerre du 3 septembre, les « Allemands » de Paris, bien que pour la plupart réfugiés antinazis et apatrides, furent regroupés dans des stades, surtout ceux de Colombes et Roland Garros, puis envoyés en Normandie ou vers les Pays de la Loire. La carte élaborée par Anne Grynberg en fait foi : les premiers camps de la République naquirent dans l'Ouest, contrairement à ce que la mémoire collective a retenu. On pense généralement aux Milles, à Gurs, au Vernet d'Ariège, parce que ces camps méridionaux serviront ensuite de lieux d'internement sous Vichy, donc d'antichambres de la mort. Tandis que ceux de Normandie et de Touraine, ouverts dans l'urgence, n'eurent pour la plupart qu'une existence éphémère, entre quelques semaines et six mois : baraquements hâtivement construits au milieu des champs, granges, usines désaffectées ou vieux châteaux en ruine, tous ceinturés de barbelés. Ils avaient pour nom Lisieux, Falaise, Argentan, Domfront, Damigny, Vitré, Fresnay-sur-Sarthe, Meslay-du-Maine, Chantonay, La Chaume, La Roche-sur-Yon¹⁹...

16. HERVE, Gustave, « La Patrie en danger » (recueil d'articles parus dans *La Guerre sociale* du 1^{er} juillet au 1^{er} novembre 1914), Paris, 1915, p. 61-62.

17. *Ibidem*, p. 70.

18. Renseignement fourni par Ralph SCHOR, au cours du débat.

19. GRYNBERG, Anne, *Les camps de la honte*, Paris, La Découverte, 1991, p. 8.

Après la défaite de la Pologne et le partage de son territoire entre l'Allemagne et l'URSS, fin septembre 1939, c'est encore dans l'Ouest que l'on installa les lieux d'instruction de l'armée polonaise. Pour ne pas être faits prisonniers, des officiers et des soldats, au terme d'un long périple à travers la Hongrie, la Roumanie, la mer Méditerranée, avaient débarqué à Marseille afin de rejoindre le général Sikorski réfugié en France et à la tête d'un gouvernement en exil. Le 4 janvier 1940, Sikorski obtint d'Édouard Daladier un accord autorisant la reconstitution de l'armée polonaise sur le territoire de la République²⁰. Cette armée incorpora les rescapés ainsi que des Polonais déjà en France (à l'exception des ouvriers mineurs, maintenus à leur poste de travail en « affectation spéciale ») soit environ 80 000 hommes. Les centres d'instruction offerts par les autorités militaires françaises ont nom Loudéac, Le Val-André, Les Sables-d'Olonne, Ancenis, Châteaubriant, Combours, Bressuire, Saint-Méen, La Roche-sur-Yon, Luçon, Niort, Fontenay-le-Comte, Thouars, Angers et surtout Coëtquidan, situé en Bretagne, le premier chronologiquement et en importance, berceau de la Première division de l'Armée polonaise qui va participer aux combats en mai-juin 1940²¹.

•

Depuis 1975 se fait jour un léger rééquilibrage numérique. Tandis que la population étrangère sur l'ensemble de la France se tasse, puis entame un mouvement à la baisse, l'Ouest opère un rattrapage relatif. Entre 1975 et 1990, la proportion d'étrangers dans les Pays de la Loire augmenta de 49 %, contre 4,5 % en moyenne nationale. De 1990 à 1999, à la diminution générale (de 3,6 à 3,2 millions d'étrangers sur tout le territoire) répond une progression dans l'Ouest : la région de Bretagne passa de 0,6 % en 1975 à 0,8 % en 1982 et 1 % en 1990 ; le Calvados et le Maine-et-Loire approchent à présent des 2 % d'étrangers. Ce qui reste modeste en regard d'une moyenne nationale de 6,3 % en 1990 et de 5,6 % en 1999²².

Le Grand Ouest a participé, comme d'autres régions, à l'accueil de réfugiés de l'OFPPA (Office français pour les réfugiés et les apatrides) : de 1975 à 1978, des *Boat People* du sud-est asiatique furent hébergés à Rennes, puis se sont enracinés dans la ville et ses alentours²³. En Loire-Atlantique, à la présence des Portugais s'est ajoutée, surtout depuis dix ans, celle de Marocains et de Turcs. La proportion de Turcs semble actuellement supérieure dans les Pays de la Loire à celle observée sur l'ensemble de la France²⁴. La Roche-sur-Yon et d'autres villes de l'Ouest ont donné asile à des femmes opposantes politiques, menacées, qui ont fui l'Algérie depuis 1994²⁵.

20. Accord du 4 janvier 1940, Archives du quai d'Orsay, série Europe 1930-1940, dossier Z Pologne n° 382, p. 28-34.

21. BEAUVOIS, Yves, *Les relations franco-polonaises pendant la « drôle de guerre »*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 120-121.

22. INSEE, résultats des recensements généraux de la population.

23. « France, terre d'Asie », *Hommes et Migrations*, n° 1234, nov.-déc. 2001.

24. « Pays-de-la-Loire, divers et ouverts », *Hommes et Migrations*, n° 1222, nov.-déc. 1999.

25. Voir les témoignages de trois d'entre elles dans ce volume.

L'Ouest amorcerait-il un mouvement qui lui fera perdre, à terme, son caractère atypique ?

RESUME

Loin des grandes régions d'accueil, l'Ouest n'est pas absent de l'histoire des étrangers en France. Il y participa à des moments précis et en des lieux ciblés, parfois minuscules enclaves industrielles comme Potigny en Normandie. Mais surtout, éloigné des frontières, il servit de zone de regroupement pour les « indésirables », depuis les risorgimentistes italiens du début du XIX^e siècle jusqu'aux « ressortissants ennemis » des deux guerres mondiales. Des camps d'internement y virent le jour qu'en 1914-1918 l'administration nommait déjà « camps de concentration ». Parler d'immigration dans l'ouest passe par l'examen des cas de figures, des raisons d'une présence, plus que par le dénombrement. Statistiquement, la présence étrangère reste relativement faible et souvent éphémère. Il ne s'agit pas pour autant d'une histoire « en creux ».

ABSTRACT

Despite its location far away from the main welcome areas, the West took part in the history of the foreigners in France, at precise times and at targeted places, sometimes tiny industrial enclaves such as Potigny in Normandy. But, due to its distance from the borders, it was mainly used as a reassembly zone for the "undesirable", from the Italian risorgimentists at the beginning of the XIXth century to the "enemy citizens" during the two world wars. The West witnessed the birth of internment camps, which were already called "concentration camps" by the administration in 1914-1918. A survey on immigration in the West requests a close examination of all cases, as well as the analysis of the reasons for such a presence, more than a simple counting. Statistically, the foreign presence in the West of France remains relatively limited and often temporary, but it should not be considered as a minor element in the history of immigration.

I

Réfugiés politiques dans l'Ouest jusqu'à la fin du XIX^e siècle